



Rony Brauman : les déclarations d   Emmanuel Macron    « nourrissent et amplifient là antisémitisme à »

Description

   « En tant que juif et citoyen français, je suis extrêmement choqué    ». L   ancien président de MSF explique là extrême dangerosité de là assimilation de là antisionisme    là antisémitisme annoncée par le président français



Le président français lors du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France, le 20 février à Paris (Reuters)

Par Hassina Mechai, Vendredi 22 février 2019

   « L   antisionisme est là une des formes modernes de là antisémitisme. Derrière la négation de là existence d   Israël, se cache la haine des juifs    ». C  est ainsi que le président

français a commenté, lors d'un discours du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), la récente hausse d'actes antisémites en France.

Lors de ce discours, Emmanuel Macron a annoncé que la France suivrait désormais la dite «définition de l'antisémitisme de l'IHRA [International Holocaust Remembrance Alliance]».

Il a également précisé qu'une loi serait proposée pour réduire la diffusion en ligne de discours de haine.

Selon la presse israélienne, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a exprimé, lors d'un [appel téléphonique](#) avec le dirigeant français précédent le discours, sa satisfaction devant l'adoption par la France d'une définition de l'antisémitisme incluant désormais l'antisionisme.

Selon cette [définition](#) de travail de l'antisémitisme, «non contraignante», de l'IHRA, «l'antisémitisme est une certaine perception des juifs qui pourrait s'exprimer à travers la haine envers les juifs. Les manifestations verbales et physiques d'antisémitisme peuvent être dirigées à l'encontre de juifs ou de non-juifs ainsi qu'envers leurs biens, envers des institutions de la communauté juive ou des bâtiments religieux».

Si ce document de travail indique des exemples clairs d'antisémitisme à l'égard du génocide juif, complotisme à tout crin, exclusion des individus au nom de leur judaïsme, deux points soulèvent des interrogations. Le document précise que «les manifestations [d'antisémitisme] pourraient inclure le ciblage de l'État d'Israël, considéré comme une collectivité juive. Cependant, des critiques israéliennes similaires à celles formulées à l'encontre de tout autre pays ne sauraient être considérées comme antisémites».

Toutefois, dans les onze exemples d'antisémitisme que déploie le document, le point 6 pose qu'est considéré comme antisémite le fait de «refuser au peuple juif son droit à l'autodétermination», ajoutant «par exemple, en affirmant que l'existence d'un État d'Israël est un projet raciste».

Toute la question repose sur ce «droit à l'autodétermination». Est-il clos depuis la création d'Israël en 1948 ou s'est-il accompli à travers la colonisation continue des territoires palestiniens pratiquée depuis par l'État d'Israël ? Autrement dit, ce «refus» portera-t-il sur l'existence effective de l'État d'Israël ou sur cette politique d'expansion entendue comme un «droit à l'autodétermination» non encore abouti ?

Dans ce dernier cas, c'est alors le propre droit à l'autodétermination du peuple palestinien, tout autant reconnu par la [résolution 181 de l'ONU](#) du 21 novembre 1947, qui serait niée.

Toute critique de la politique coloniale israélienne, et de ses corollaires violents, sera-t-elle ramenée à «refuser au peuple juif son droit à l'autodétermination», donc à de l'antisémitisme ?

De glissement en glissement, la définition de l'IHRA pourrait aboutir à la délégitimation puis la pénalisation de toute critique de la politique israélienne envers les Palestiniens. Politique pourtant contraire au droit international.

Le discours d'Emmanuel Macron intervient dans un contexte français très particulier, entre tensions sociales sur fond de manifestations des [Gilets jaunes](#) et d'actes antisémites.

Rony Brauman, médecin, président de Médecins sans frontières (MSF) de 1982 à 1994, aujourd'hui directeur de recherche à la Fondation MSF et professeur à l'Université de Manchester (HCRI), alerte sur l'extrême dangerosité de la décision du président français.

Middle East Eye : Emmanuel Macron a déclaré au dîner du CRIF : « L'antisionisme est une des formes modernes de l'antisémitisme » et annoncé que la France le reconnaîtra comme tel ». Mais deux jours avant, il disait : « Je ne pense pas que pénaliser l'antisionisme soit une bonne solution ». Quelle est la portée politique de ces hésitations et pourquoi cette décision ?

Rony Brauman : Je constate mais ne peux expliquer les volte-face et hésitations successives d'Emmanuel Macron sur cette question de l'antisionisme désormais assimilée à l'antisémitisme. C'est un sujet délicat qui se frotte à plusieurs possibilités. Ce sont probablement les hésitations du pouvoir qui se retrouvent dans ces atermoiements.

Emmanuel Macron n'a pas annoncé vouloir introduire l'antisionisme dans le code pénal. Mais sa décision de lier antisémitisme et antisionisme va fournir, de façon détournée, un cadre d'interprétation juridique et judiciaire applicable contre la campagne BDS [Boycott, Désinvestissement, Sanctions]. Cela pourrait servir aussi contre des gens qui soutiennent ce boycott, qui pourraient être alors inquiétés.

Par ce biais, il s'agit de criminaliser des positions critiques sans toutefois faire de l'antisionisme un délit d'opinion de façon claire. Mais *in fine*, cela reviendra au même, car ce délit d'opinion sera de toute façon mis en place de façon détournée, et il ne vaut que pour certains propos, ceux qui concernent les juifs. Ce faisant, on jette de l'huile sur le feu qu'on prétendait éteindre.

Car comment mieux suggérer implicitement que les juifs doivent bénéficier d'un statut particulier, que les sionistes seraient mis par le pouvoir à l'abri de la critique et qu'Israël serait ainsi sanctuarisé contre les critiques sévères ? Comment mieux nourrir les thèses complotistes qu'en se livrant à ce genre de manœuvres ? Il y a là un cheminement intellectuel qui m' échappe. C'est désastreux.

MEE : Existe-t-il un seul antisionisme ? Le Bund polonais, certains juifs orthodoxes, certains mouvements du judaïsme libéral américain ont pu se qualifier ou se qualifient comme antisionistes par exemple ?

RB : Il y a effectivement plusieurs formes d'antisionisme. À l'origine, l'antisionisme était l'opposition, d'ailleurs majoritairement juive, au mouvement national juif. Ce dernier était très minoritaire parmi les juifs européens. Ceux qui se vivaient comme assimilés y voyaient le risque d'être soupçonnés de double allégeance ; quant aux orthodoxes, ils y voyaient un détournement impie de la Bible, seul le messie étant habilité selon eux à rassembler le peuple d'Israël. Rappelons-nous au passage que les juifs étaient depuis toujours en Palestine, eux, n'étaient pas en faveur d'un État juif.

Après la création d'Israël, l'antisémitisme a pu être compris de deux façons. D'abord, comme la continuation d'un refus de l'existence même de l'État d'Israël en tant qu'État juif. Mais c'est là une opinion abstraite car après tout, cet État existe et se déclare contre cet État n'a qu'une portée symbolique mais aucune portée pratique.

Cette opinion peut cependant exister et les gens qui étaient antisémites jusqu'en 1948, de même que leurs héritiers intellectuels, ont le droit de persister dans cette conviction sans être taxés d'antisémitisme.

La seconde acception de cette notion d'antisémitisme relève de l'opposition à la colonisation de la Cisjordanie, au blocus de Gaza, à la politique de l'État israélien, sans pour cela contester la réalité et l'existence de l'État d'Israël.

C'est ce que montrent des enquêtes, où l'on constate fréquemment que des gens se disent antisémites tout en étant, ou plutôt, *parce qu'ils* sont en faveur de la solution à deux États : une partie de la Palestine mandataire revenant aux Palestiniens et l'autre, au demeurant la plus importante, aux Israéliens. Antisémitisme veut alors dire favorable à l'évacuation des territoires occupés.

J'observe un mélange, voire une confusion de ces deux acceptions. À titre personnel, je ne me définis pas comme antisémitiste mais comme post-sioniste, a-sioniste ou non-sioniste. Je veux dire par là que c'est dans une construction politique post-nationaliste que se trouve mon sens la solution du conflit.

Les deux populations vivent de facto dans un seul État, sous une même autorité, mais l'une a tous les droits, l'autre n'en a aucun. Je pense que c'est le démantèlement de ce système d'apartheid qui est l'ordre du jour.

MEE : Emmanuel Macron s'est référé à la définition de l'IHRA. C'est cette même définition en onze exemples qu'a fini par adopter le parti travailliste britannique en septembre dernier. Qu'est-ce que cet organisme ?

RB : L'origine, l'International Holocaust Remembrance Alliance n'avait aucun rapport avec Israël. Son but était, notamment en Europe, d'entretenir la mémoire du génocide juif.

À l'instar d'autres ONG pro-israéliennes, l'IHRA a entrepris aussi de lutter contre l'antisémitisme. Cette lutte, dont je ne discute évidemment pas le bien-fondé, ne se fait cependant pas du point de vue de la négation du génocide juif mais du point de vue de la critique d'Israël.

Ce glissement et cette façon de faire, voulus par le lobby israélien en Europe, sont extrêmement pervers et cela ne peut que nourrir le complotisme et nuire à toute forme de critique politique d'Israël.

L'État d'Israël est cité à neuf reprises dans les exemples qui accompagnent la définition afin d'illustrer sa mise en application. C'est dans cet esprit qu'à l'occasion de la tenue à Paris, en 2017, d'une conférence sur l'étiquetage des produits en provenance des territoires occupés, que le CRIF a déclaré que cette réunion internationale était « pire que l'affaire

Dreyfus Â». Netanyahu, de son côté, l'a qualifié d'antisémitisme !

MEE : Dans le contexte social français actuel, cette décision prise par Emmanuel Macron de lier sionisme et antisémitisme n'est-elle pas dangereuse d'abord pour les Français de confession juive ?

RB : Il y a une instrumentalisation perverse de l'antisémitisme qui sert en l'occurrence à disqualifier un mouvement social, celui des Gilets jaunes. Cette instrumentalisation a pour effet pervers de placer les juifs dans le cercle fantasmé des puissants, des dominants, de ceux qui maîtrisent les discours et les médias. Ils seraient ceux qui imposent leur vérité et leur description des situations au détriment de tout le reste. C'est un jeu extrêmement dangereux.

À titre personnel, en tant que juif comme en tant que citoyen français, je suis extrêmement choqué par les déclarations d'Emmanuel Macron.

MEE : En Israël, les élections d'avril se présentent à coup d'alliances entre, [par exemple](#), Benjamin Netanyahu et le mouvement raciste kahaniste. Une [autre alliance](#), contre lui cette fois, s'est faite entre ses principaux rivaux, dont Benny Gantz et Ya'ir Lapid. Selon la presse israélienne, Emmanuel Macron a confirmé personnellement à Benjamin Netanyahu sa décision de lier antisémitisme et antisionisme, juste avant de faire son discours devant le CRIF. Est-ce une ingérence dans la politique israélienne, et vice versa ?

RB : Ces circonstances aggravent encore plus l'indécence de cette situation. Benjamin Netanyahu avait déjà invité la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv l'année précédente. Il avait auparavant été invité par Manuel Valls alors Premier ministre.

Or, il n'y avait pourtant aucune raison à cette invitation. Sinon à créer un amalgame dangereux entre juif, sioniste et politique israélienne. C'est une confusion qui ne peut être que renforcée par ce genre de pratiques et de déclarations.

J'ai vu même une sorte de [« double blind »](#) ou d'injonctions contradictoires constantes : il ne faut pas confondre les juifs et Israël, donc ne pas utiliser la politique israélienne contre les juifs. Mais d'un autre côté, les juifs et Israël sont constamment confondus puisque quand sont commémorées des atrocités commises contre les juifs, on le fait aux côtés du Premier ministre israélien.

MEE : Plutôt qu'antisémitisme = antisémitisme, n'observe-t-on pas une autre équation qui poserait que désormais, de nombreux partis politiques ou dirigeants d'extrême droite ouvertement sionistes le sont sur la base d'une vision antisémite des juifs ?

RB : Benjamin Netanyahu s'est effectivement associé avec la pire racaille d'extrême droite, du Brésilien Jair Bolsonaro à l'Autrichien Heinz-Christian Strache, du président philippin à d'autres dirigeants ouvertement racistes. Quand on observe les alliances internes que le Premier ministre noue avec des mouvements explicitement racistes et violents, cela ajoute à ce sentiment de dépit et d'outrage qu'on ne peut que ressentir après la déclaration d'Emmanuel Macron.

L'antisémitisme n'a attendu ni le sionisme ni la création d'Israël pour s'alimenter. Mais on ne peut que constater que de tels comportements et déclarations le nourrissent, l'amplifient, en élargissent la portée. Tout cela est très dangereux.

Source: [MEE](#)

date création
2019/02/25